



## ÉDUCATION

L'école, terreau  
du harcèlement  
des jeunes Français

PAGE 10

## SOCIÉTÉ

# L'école, terreau du harcèlement des jeunes Français

Trois victimes sur quatre sont harcelées  
dans l'univers scolaire ou sur les réseaux sociaux.

CAROLINE BEYER  @BeyerCaroline

**ÉDUCATION** Ce sont des chiffres accablants qui, dix jours après la mort d'Alisha, 14 ans, harcelée, puis frappée et poussée dans la Seine le 8 mars par deux élèves de sa classe, prennent tout leur sens. Et appellent les pouvoirs publics à réagir. Pas moins de 56% des Français déclarent avoir été harcelés au cours de leur vie. S'il n'est pas seul concerné, l'univers scolaire est l'environnement le plus propice à ces violences: 73% des victimes expliquent que les actes se sont déroulés dans l'établissement, sur le chemin de l'école et sur les réseaux sociaux, selon une enquête réalisée en janvier par l'Ifop pour la région Île-de-France et l'association Marion Fraïsse La main tendue\*. Inédite, l'étude a interrogé en miroir les Français et les enseignants. Si elle se focalise sur le monde scolaire, elle n'oublie pas les situations de harcèlement au travail, en famille, dans le couple, dans la rue. Une manière de signifier que

le harcèlement à l'école, trop longtemps assimilé aux violences scolaires, est un phénomène social. D'autant plus à l'heure des réseaux sociaux. «C'est le sujet central, sur lequel doit être bâti un vrai projet de société. Pour ne plus jamais entendre dire que la Ligue du LOL, c'était pour rire», répète Nora Fraïsse, fondatrice de l'association La main tendue et mère de la petite Marion, retrouvée pendue dans sa chambre en 2013, son téléphone portable suspendu à ses côtés. Depuis, telle une guerrière, Nora Fraïsse a voué sa vie à ce combat, en alertant les pouvoirs publics, en publiant le livre *Marion, 13 ans pour toujours*, en ouvrant, en novembre dernier, avec le soutien de la région Île-de-France, une structure dans l'Essonne pour recevoir les victimes de harcèlement et leurs parents. Depuis trois mois, 82 enfants, y sont accompagnés. «Depuis le confinement, beaucoup de jeunes enfants sont revenus à l'école avec un téléphone portable, un amplificateur du phénomène de harcèle-

ment», explique-t-elle.

## « Les bandes sont très présentes »

« Il est important qu'une telle structure ait ouvert dans l'Essonne, un territoire où les bandes sont très présentes, s'invectivent sur les réseaux sociaux et se retrouvent ensuite dans le même établissement scolaire », précise Valérie Péresse, présidente (LR) de la région Île-de-France. Si des projets similaires émergent, je serai ravie de les financer », ajoute-t-elle. Car le harcèlement « touche tout le monde, les femmes comme les hommes, les territoires urbains comme ruraux », répètent les deux femmes qui se sont rencontrées en 2013. Même si le phénomène se concentre davantage sur les jeunes (59% chez les 15-17 ans), les populations précaires (49% parmi les catégories « pauvres », contre 32% pour les hauts revenus) et les minorités sexuelles. Un quart des Français explique que l'un de ses enfants en a été victime.



Dans près de 90 % des cas, ce harcèlement est le fait d'un ou plusieurs élèves de l'établissement fréquenté. Une dynamique de groupe, le *school mobbing*, selon le terme anglo-saxon. Près de la moitié des victimes n'en ont jamais parlé. De tristes invariants. Les enseignants, eux, expliquent à 62 % avoir été amenés à gérer des situations de harcèlement. Mais, dans le même temps, 88 % d'entre eux avouent des difficultés à agir, par manque de formation, absence de soutien de leur hiérarchie, ou tout simplement parce qu'ils ne savent pas quoi faire. « Certains professeurs ne connaissent pas TikTok! », le dernier réseau social à la mode, résume Nora Fraisse. Elle plaide aussi pour la mise en place d'un « guichet unique » dédié aux victimes de harcèlement, car « trop d'interlocuteurs se renvoient la balle », et pourquoi pas d'un « secrétaire d'État, comme au Québec ».

### La responsabilité des Gafam

Pour les Français, deux mesures s'imposent comme prioritaires : la formation des enseignants, mais aussi le renforcement de la dureté des sanctions à l'égard des coupables. « Il faudrait tout simplement appliquer la loi », lâche Nora Fraisse. « Inutile de créer un nouveau délit. Le cadre pénal existant est suffisant », estime Valérie Pécresse. Moqueries, insultes, coups, racket, jeux dégradants, revenge porn... « Il faut fixer un "violentomètre" pour graduer les sanctions », ajoute-t-elle.

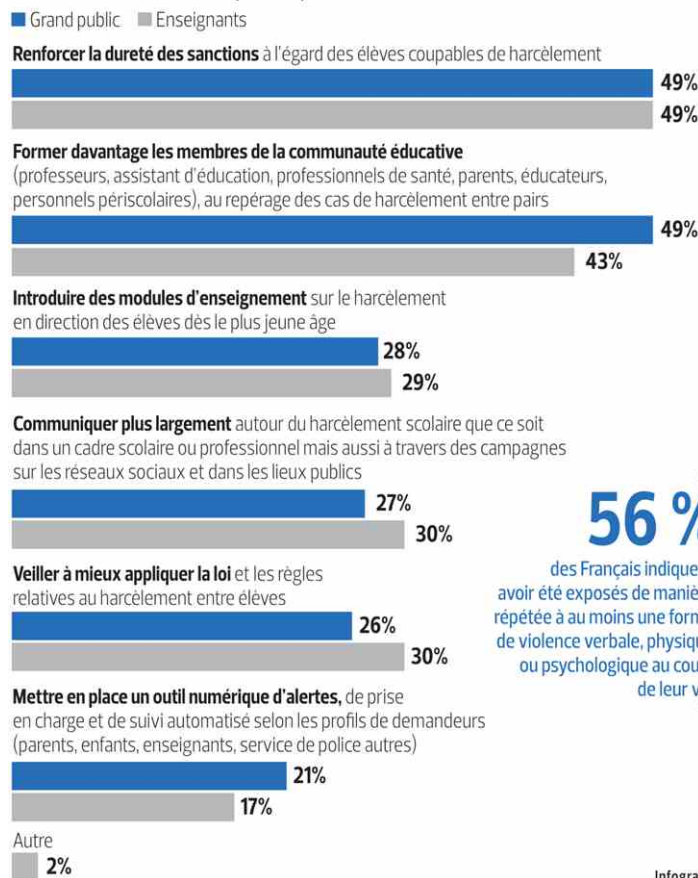
Massivement (à 92 %), les Français jugent que le harcèlement n'est pas appréhendé à sa juste mesure par les pouvoirs publics. Ils s'inquiètent, massivement aussi, de la montée du cyberharcèlement. « Le cyberharcèlement n'est qu'un lieu de plus, mais un lieu pas comme les autres », observe Nora Fraisse, qui a été agacée par la récente « sortie de Marlène Schiappa », cette dernière expliquant qu'elle avait publiquement interpellé Twitter sur ses méthodes de modération. « Je ne veux pas que l'on retire des contenus. Je veux que certains contenus n'existent pas. Mais il faut un courage politique pour s'attaquer aux Gafam », conclut-elle. ■

\*Enquête menée auprès de 2003 répondants et 500 enseignants, du 5 au 19 janvier 2021.





QUESTION : Parmi les mesures suivantes, quelles sont celles qui devraient selon vous être mises en œuvre en priorité pour lutter contre le harcèlement entre pairs en milieu scolaire ? (deux réponses possible)



Inutile de créer un nouveau délit. Le cadre pénal existant est suffisant. (...) Il faut fixer un « violentomètre » pour graduer les sanctions

VALÉRIE PÉCRESE,  
 PRÉSIDENTE (LR)  
 DE LA RÉGION  
 ÎLE-DE-FRANCE

56 %

des Français indiquent avoir été exposés de manière répétée à au moins une forme de violence verbale, physique ou psychologique au cours de leur vie

Source : Étude-baromètre Ilop pour l'association Marion Fraisse, La main tendue et la région Île-de-France

Infographie  
**LE FIGARO**